

DE VRIES, Pieter J. et Georgina MacNAB-DE VRIES, *They farmed, among other things...* Sidney, University College of Cape Breton Press, 1983. 17 p.

Serge Courville

Volume 39, Number 2, Fall 1985

Histoire de la famille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304358ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304358ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Courville, S. (1985). Review of [DE VRIES, Pieter J. et Georgina MacNAB-DE VRIES, *They farmed, among other things...* Sidney, University College of Cape Breton Press, 1983. 17 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(2), 281–283. <https://doi.org/10.7202/304358ar>

DE VRIES, Pieter J. et Georgina MacNAB-DE VRIES, *They farmed, among other things...* Sidney, University College of Cape Breton Press, 1983. 17 p.

Voici le résultat d'une enquête effectuée par un anthropologue et une chercheuse indépendante sur une petite communauté d'origine écossaise (identifiée par le pseudonyme d'Earloch dans le texte) du comté d'Inverness, dans l'île du Cap-Breton. Il s'agit tout au plus d'une note, construite autour de trois études de cas présentant les expériences de vie de trois cultivateurs, et à partir desquelles les auteurs tentent de comprendre le déclin de l'agriculture locale depuis 1871.

L'étude s'amorce par une critique sévère des thèses qui ont fait appel aux facteurs ethniques, psychologiques et culturels pour expliquer la marginalisa-

tion de l'agriculture dans le territoire étudié: ces thèses ont non seulement réduit la réalité à des apparences trompeuses, mais ont aussi contribué à acculturer une population qui se perçoit désormais comme le principal artisan de ses malheurs. Aux énoncés de Moorson (1830), sur l'incapacité des immigrants écossais à pratiquer autre chose que l'élevage du mouton, à ceux de Martell (1940), sur leur ignorance et leur paresse, et à ceux plus récents de Gentilcore (1956) et de Pepin (1968), sur leur résistance au changement et sur leur propension à s'isoler eux-mêmes à l'intérieur de l'île, le dos tourné à la mer (on se croirait ici aux belles heures des thèses classiques sur l'habitant «canadien»!), les auteurs opposent une explication fondée sur l'étude des rapports entre mode capitaliste dominant de production et économie domestique. A première vue, remarquent-ils, on pourrait croire en une dépendance de l'économie domestique par rapport à la macro-économie. En réalité, les petits producteurs sont toujours restés maîtres de leur reproduction, en s'adaptant aux contraintes d'une économie sans grands stimulants.

La marginalisation de l'agriculture dans l'Île du Cap-Breton s'est produite, en effet, dans un contexte de restructuration rapide de l'économie. Cette expansion s'est orientée vers une spécialisation accrue de la production dans le secteur des biens d'exportation (charbon, acier, etc.), mais sans que l'on assiste à une montée parallèle d'industries secondaires capables d'absorber les surplus démographiques des campagnes et de hâter le passage vers une agriculture commerciale. Il en est résulté une insécurité économique générale, à laquelle les petits producteurs ont répondu par un renforcement de leurs liens avec la communauté locale et par un élargissement significatif de leurs sources de revenus (petite agriculture de subsistance combinée à un petit artisanat plus ou moins lucratif et à un travail journalier ou saisonnier à l'extérieur de la ferme). Rapports plus coopératifs de production et d'échanges, améliorations limitées et peu coûteuses qui diminuent le temps de travail sur la ferme, adoption de techniques simples mais efficaces, fonction de la qualité des sols et des choix culturaux ou d'élevage, etc., tout témoigne ici de ces stratégies d'adaptation à la conjoncture. Le but visé étant d'assurer à la famille le maximum de sécurité économique, on devient tout à la fois cultivateur, meunier, tanneur, un peu menuisier ou marchand, quand ce n'est pas maître d'école ou pasteur... Cette situation, typique des années 1870, persiste encore en 1950, comme en témoignent les registres de l'état civil.

Ce repli sur soi n'est pas imputable à des attitudes ou à des valeurs d'un autre âge. Il résulte des déficiences d'une économie qui contraint la population locale à n'être qu'un réservoir inutilisé de main-d'oeuvre, sans autres ressources que celles qu'elle se donnera elle-même et que viendront grossir plus tard les mesures de bien-être. La réponse est donc rationnelle, dérivée non pas de considérations théoriques, mais d'impératifs concrets, quotidiens, qui visent le développement et le maintien d'une économie locale plus sécuritaire. A terme, toutefois, elle contribuera à la disparition de l'agriculture, qui ne subsiste plus qu'ici et là dans le paysage.

Toute limitée soit-elle dans son développement, cette petite note de recherche mérite d'être lue. Forte d'une enquête concrète sur le terrain, elle introduit des perspectives d'analyse qui rejoignent assez celles qu'ont adopté déjà beaucoup de chercheurs sur le 19^e siècle québécois. Sans doute trouvera-t-on là des idées et un langage connus, mais qui éclairent nettement mieux que

les thèses traditionnelles le contexte dans lequel a évolué l'agriculture dans certaines régions des Provinces maritimes.

*Département de géographie
Université Laval*

SERGE COURVILLE